

# MÉMOIRE MEURTRIE

Jean-Christophe Mitterrand, cinquante-quatre ans, fils aîné de l'ancien président de la République, est un personnage atypique. Se définissant lui-même comme "le moins Mitterrand des Mitterrand", tour à tour journaliste à l'AFP, puis conseiller aux Affaires africaines à l'Élysée de 1982 à 1992 et consultant international, il refuse les partis et les étiquettes. "Je suis du parti pris de mon père", se plaît-il à répéter. Fils fidèle du père absent, il raconte ses blessures d'enfance et d'homme, pris dans la tourmente du pouvoir et des affaires, où il fut accusé des pires turpitudes, comme en témoigne le journaliste Pierre Péan : "Pour tuer le père, il fallait toucher le fils." Sa rédemption est dans la parole.

MEMOIRE MEURTRIE/MIT POLITIQUE FRANCAISE 6966	MITTERRAND J PRIX EDITEUR 16,80 EUR 110,20 F
---	---

ISBN 2-259-19498 9 782259 194983  
01028993 101 10



9 782259 194983

Atelier  
Dominique Toutain

16,80 €  
110,20 F TTC

En couverture : photo © Roger Frichet

# JEAN-CHRISTOPHE MITTERRAND

# MÉMOIRE MEURTRIE



PLON

Je m'inquiétai néanmoins lorsque, en février 1991, mon père décida de gonfler nos effectifs dans le cadre de l'opération Noroît. J'avais le sentiment que nous nous engageons beaucoup trop et je lui demandai pourquoi « en fais[i]ons-nous autant ». Il me répondit, très net : « La situation au Rwanda est plus que tendue. Explosive. L'agression du FPR déstabilise les rapports politiques et attise la fracture ethnique. Il nous faut gagner du temps pour obliger les parties à s'entendre, car dans cette région des Grands Lacs les massacres sont devenus la norme. Dans ce type de conflit, ne cherche pas les bons et les méchants, il n'existe que des tueurs potentiels. » Il avait le pressentiment que le dérapage était possible, mais il pensait que Habyarimana, malgré sa faiblesse, restait le pivot autour duquel une solution pouvait être trouvée. Le processus de démocratisation était en marche après les derniers accords d'Arusha le 4 août 1993 qui stipulaient la mise en place d'un gouvernement de transition élargi ouvert au FPR, après le déploiement d'une force de l'ONU garantissant le processus de paix. Mais ni le FPR, ni les extrémistes hutus du CDR ne pouvaient y trouver leur compte, comme je le décris plus haut. C'est à ces deux partis que pouvait profiter l'assassinat du président Habyarimana le 6 avril 1994 dans son avion présidentiel. Mais nous ne savons pas jusqu'à ce jour qui a commandité l'attentat.

Quelles conclusions puis-je tirer de cette affaire dramatique pour l'ensemble du peuple rwandais ? Que le processus de démocratisation insufflé par la France était trop rapide dans un contexte miné par les fractures ethniques ? C'est souvent un coup de poker qui dépend de la qualité de l'opposition qui prétend gouverner mieux, mais dont le programme politique peut se résumer parfois par un « Pousse-toi de là que je m'y mette ».

Quant au Burundi, après un règne sans partage des Tutsis depuis l'indépendance, son second président hutu

Cyprien Ntaryamira, élu démocratiquement, après que le premier a été assassiné, meurt dans l'avion d'Habyarimana. Les Tutsis reprennent le pouvoir. Depuis cette époque les massacres de Tutsis ou de Hutus sont continuels et peuvent se chiffrer par des dizaines de milliers de morts. Qui en parle ? Où sont les commissions d'enquête ? Il est vrai que CNN n'est plus sur place !

Quand j'étais journaliste en poste au Ghana, lors des premières élections libres de 1979, après le coup d'Etat du capitaine (*flying lieutenant*) Rawlings qui n'aimait pas les dictatures militaires, je ne pus trouver en guise de programme économique des différents partis d'opposition que des slogans sur des banderoles. Pendant les élections, le leader d'un petit parti qui avait le sens de l'humour me dit : « Notre situation économique est dramatique. Avant on touchait le fond, maintenant on nous demande de creuser. Le Ghana était le pays le plus riche de la région. Le Burkina Faso c'est un tas de cailloux, le Togo un couloir, la Côte-d'Ivoire trois champs d'ananas. Vingt ans après leur décolonisation, cahin-caha ces trois pays ont leur économie qui tourne. Nous on est au fond du trou. Vous auriez dû nous coloniser ! » Ainsi va l'Afrique qui rit et qui pleure.